

PALESTINE

Belgique - Belgique
PP
1000 Bruxelles
1/1624

Bulletin de l'Association belgo-palestinienne / Wallonie-Bruxelles asbl

Trimestriel n° 37, juin 2008 - Dépôt : Bruxelles X - Agréation : P401130

EDITO

Un déni du droit international

La situation dans les Territoires occupés ne cesse de se dégrader. A Gaza où 1.500.000 Palestiniens sont victimes du blocus israélien, c'est-à-dire sciemment affamés privés de soins, soumis aux incursions, aux tirs meurtriers et condamnés à survivre misérablement avec le minimum d'électricité et de carburant. Comme en Cisjordanie où les checkpoints et le Mur tuent toute vie sociale et économique, empêchent les systèmes de santé et d'éducation de fonctionner normalement et où les incursions, les assassinats et les arrestations continuent de plus belle.

Devant ce déni total des droits de l'Homme et du droit international, l'Europe a décidé d'accéder à la demande d'Israël de voir ses liens avec l'UE renforcés. Israël exigeait carrément sa participation à tous les niveaux aux réunions de l'UE sur les questions de sécurité et de dialogue stratégique, aux délibérations du Conseil sur le Maghreb et le Mashrek comme aux interventions de l'UE au sein de l'ONU. Il voulait en outre se joindre aux Conseils traitant de thèmes comme l'économie, les finances, l'énergie, l'environnement, les transports, les médias, la jeunesse, l'enseignement supérieur et voir constituer une structure parlementaire conjointe Union européenne-Israël. Une position de quasi Etat européen en quelque sorte. Il ressort de la réunion du Conseil d'association de l'UE de ce 16 juin qu'Israël n'a pas tout obtenu. Mais les détails de l'accord ne sont pas encore connus. Quoi qu'il en soit et ainsi que le déclarait Nicolas Beger, directeur du Bureau européen d'Amnesty International, ce vendredi 13 juin 2008 : « intensifier les relations entre l'Union européenne et Israël sans prévoir de mécanismes permettant de s'attaquer réellement au problème des violations des droits humains reviendrait à envoyer un mauvais signal à la région ».

On pourrait penser que l'UE s'offusquerait de la non-application par Israël des recommandations du Quartet dont elle fait partie. On était en droit de s'attendre à ce qu'en ce 60ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, l'Europe conditionne tout nouvel accord avec Israël aux obligations de cet Etat au regard des droits de l'Homme, de la IVème Convention de Genève ainsi que de la cessation des colonies de peuplement dans les Territoires palestiniens occupés.

Non, pour la première fois, l'Union européenne accorde à une puissance occupante, violant en cela l'ensemble des règles élémentaires du droit international, un statut de voisin privilégié auquel on confie les clefs de la maison Europe. Lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion, Monsieur Rupel, président du Conseil de l'UE, a justifié l'intensification des relations avec Israël en déclarant que c'était un moyen de renforcer la position de l'Europe dans le Quartet : laquelle ? Et il a tranquillement expliqué que le document final mentionnait que la résolution du conflit israélo-palestinien passait par la solution à deux Etats. Mais il a ajouté aussitôt que ce n'était pas une condition mais que cela faciliterait le travail en commun ! Madame Ferrero-Waldner, interrogée pour savoir si la résolution du conflit israélo-palestinien était « une condition » à la finalisation de l'approfondissement des relations, n'a pas répondu mieux : elle a simplement souligné que le document adopté lundi matin par les ambassadeurs des 27 restait « ambigu ».

Un bon point pour la Belgique : alors que les membres se divisaient sur une phrase -bien anodine en réalité- qui demandait à Israël de respecter ses engagements internationaux et, en particulier, les droits de l'Homme, la Belgique, par la voix de Karl De Gucht, a défendu le maintien de cette mention.

Malgré la mobilisation du 18 mai qui fut un succès à travers toute l'Europe, la Nakba continue. Plus que jamais, les Palestiniens ont besoin de notre soutien actif.

*Pierre Galand,
Président.*

CE QUE VEUT DIRE « SHOAH » POUR GAZA

Obliger les Palestiniens à fuir de nouveau en Egypte, et cette fois, sans possibilité de retour.

Israël complotait un nouvel exode pour les Palestiniens. Les mots du vice-ministre de la Défense israélien, Matan Vilnai, qui ont tant attiré l'attention la semaine dernière, menaçant Gaza d'une « shoah » - le mot hébreu pour l'Holocauste -, ont largement été interprétés comme une hyperbole désagréable d'un projet militaire pour une invasion à grande échelle imminente de la bande de Gaza.

De façon plus significative, ses mots apportent une indication troublante sur la stratégie à long terme de l'armée israélienne à l'égard des Palestiniens dans les territoires occupés.

Vilnai, ancien général, était interviewé par la radio de l'armée au moment où Israël déclenchait toute une série de raids aériens et terrestres sur des endroits peuplés de la bande de Gaza, tuant plus de 100 Palestiniens, dont la moitié au moins était des civils et le quart des enfants d'après le collectif pour les droits de l'Homme, B'Tselem.

L'interview venait juste après le lancement, depuis Gaza, d'une roquette qui avait tué un étudiant à Sderot et d'autres roquettes tombées sur le centre de la ville méridionale d'Ashkelon. Vilnai a déclaré : « Plus les tirs de roquettes Kassam s'intensifieront, plus les roquettes augmenteront de portée, plus la shoah à laquelle ils [les Palestiniens de la bande de Gaza] s'exposeront sera importante, parce que nous emploierons toute notre puissance pour nous défendre ».

Son propos, repris par l'agence de presse Reuters, n'a pas tardé à faire les gros titres à travers le monde. Probablement gênés du fait qu'il s'agit d'une personnalité publique de premier plan en Israël qui met la politique de son gouvernement au niveau du plan nazi d'extermination des Juifs européens, nombre de services d'informations ont voulu considérer la menace clairement exprimée de Vilnai comme « un avertissement », comme la prophétie d'une catastrophe naturelle sur laquelle ni lui ni l'armée israélienne n'avaient prise.

Néanmoins, les officiels ont bien compris les dégâts que la traduction depuis l'hébreu de la remarque de Vilnai pouvait provoquer sur l'image d'Israël à l'étranger. Et, bien sûr, les dirigeants palestiniens se sont aussitôt saisis de la comparaison, tant le président palestinien, Mahmoud Abbas, que le dirigeant en exil du Hamas, Khaled Meshaal, déclarant qu'un « holocauste » était en cours dans la bande de Gaza.

En quelques heures, le ministre des Affaires étrangères israélien lançait une vaste campagne « hasbara » (de propagande) par la voie de ses diplomates, comme le Jerusalem Post l'a indiqué. De concert, un porte-parole de Vilnai expliquait que le mot « shoah » voulait dire aussi « catastrophe », que c'est dans ce sens que le ministre s'était exprimé plutôt que dans celui d'holocauste. Cette clarification a été diffusée par de nombreux réseaux médiatiques.

Pourtant, en Israël, nul n'a été dupe. « Shoah » - qui signifie littéralement « holocauste » [burnt offering] - est depuis longtemps réservé pour l'Holocauste, tout comme le mot arabe « nakba » (« catastrophe ») est aujourd'hui employé uniquement pour signifier la dépossession des Palestiniens par Israël en 1948. Bien sûr, les médias israéliens anglophones ont traduit le mot « shoah » de Vilnai par « holocauste ».

Ce n'est pas la première fois que Vilnai exprime des opinions extrémistes sur l'avenir de la bande de Gaza.

L'été dernier, il s'était attelé discrètement à la préparation d'un projet pour le compte de son patron, le ministre de la Défense Ehud Barak, déclarant la bande de Gaza « entité ennemie » et réduisant de façon drastique la fourniture des services basiques à ses habitants par Israël - occupant de longue date -, notamment l'électricité et le carburant. Les coupures ont été finalement pratiquées à la fin de l'année dernière, après que les tribunaux israéliens leur aient donné leur bénédiction.

Vilnai et Barak, deux anciens militaires, comme tant d'autres chez les politiciens israéliens, ont, par la suite, « vendu » cette politique - la fermeture des services de base pour Gaza - à l'opinion publique occidentale.

Selon les dispositions du droit international, Israël, en tant que puissance occupante, est tenu d'assurer le bien-être de la population civile dans la bande de Gaza, ce que les médias oublient quand ils parlent de la décision d'Israël de déclarer Gaza entité ennemie. Les deux ministres ont donc prétendu, de façon tendancieuse, que les besoins humanitaires des Gazaouis restaient assurés par des approvisionnements restreints, toujours autorisés, et que, par conséquent, la mesure ne constituait pas une punition collective.

En octobre dernier, après une réunion des officiels de la Défense, Vilnai a également déclaré à propos de Gaza : « Du moment qu'il s'agit d'une entité qui est notre ennemie, il n'y a aucune raison pour que nous l'approvisionnions en électricité au-delà du minimum requis pour éviter une catastrophe. »

Trois mois plus tard, Vilnai allait plus loin, arguant qu'Israël devait se dégager de « toute responsabilité » à l'égard de Gaza tout en prenant soin, conformément à l'avis du procureur général d'Israël, de ne pas laisser penser que cela sanctionnerait exagérément les Gazaouis ordinaires.

Au contraire, il disait qu'il fallait considérer ce désengagement comme une conclusion logique : « Nous voulons arrêter de leur fournir l'électricité, de leur fournir l'eau et les médicaments, mais quelqu'un d'autre devrait le faire. » Et il suggérait que l'on pourrait contraindre l'Égypte à prendre cette responsabilité.

Les différentes déclarations de Vilnai reflètent cette nouvelle façon de penser au sein des milieux de la défense et de la politique pour se débarrasser du conflit d'Israël avec les Palestiniens.

Après l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en 1967, un consensus s'était opéré rapidement au sein de l'armée israélienne pour y maintenir son contrôle par la politique coloniale du diviser pour régner, en séparant les Palestiniens en factions et en les gardant en conflit entre elles.

Comme le déclarait le ministre de la Défense de l'époque,

Moshe Dayan, aussi longtemps que les Palestiniens seront trop divisés pour résister efficacement à l'occupation, Israël pourra mettre en œuvre son projet colonial et son « annexion rampante » des territoires qu'il occupe.

Israël a testé différentes méthodes pour saper le nationalisme laïque palestinien de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) qui menaçait de rallier une résistance générale contre l'occupant. En particulier, Israël a créé des milices anti-OLP locales, connues sous le nom de Ligues de village, et plus tard, il a soutenu le fondamentalisme islamique des Frères musulmans qui se sont métamorphosés en Hamas. La rivalité entre Hamas et OLP - celle-ci étant contrôlée par le Fatah - a été, depuis lors, la toile de fond de la politique palestinienne dans les territoires occupés, pour occuper le centre de la scène après le désengagement d'Israël de la bande de Gaza en 2005. L'antagonisme croissant, alimenté par Israël et les États-Unis comme confirmé par un article de Vanity Fair cette semaine, (et relevé par Kathleen Chistison le 26 juillet 2007), a abouti à la séparation physique d'une Cisjordanie dirigée par le Fatah et d'une bande de Gaza dirigée par le Hamas, l'été dernier.

Les directions du Fatah et du Hamas sont maintenant divisées non seulement géographiquement mais encore par des stratégies diamétralement opposées dans leur affrontement avec l'occupant israélien.

Le contrôle de la Cisjordanie par le Fatah est soutenu par Israël parce que ses dirigeants, dont le président Mahmoud Abbas, ont fait savoir clairement qu'ils étaient prêts à coopérer dans le cadre d'un processus de paix interminable, donnant à Israël le temps nécessaire pour annexer toujours plus de territoires.

Le Hamas, en revanche, ne se fait aucune illusion sur le processus de paix ; il a vu les colons juifs s'en aller mais aussi un contrôle de l'armée d'Israël et un blocus économique qui n'ont fait que renforcer sa dépendance.

Ayant la responsabilité d'une prison à ciel ouvert, le Hamas a refusé de plier devant les diktats israéliens et s'est montré invulnérable devant les machinations israéliennes et

américaines pour le renverser. Par contre, il a promu les deux seules formes de résistance possibles : les tirs de roquettes par-dessus la barrière qui encercle Gaza et l'action de masse populaire.

Et c'est de là que viennent les soucis de Vilnai et des autres. Ces deux formes de résistance, si jamais le Hamas reste aux responsabilités dans la bande de Gaza et affine son niveau d'organisation et la clarté de sa vision, ces deux formes de résistance pourraient bien à long terme venir à bout des projets d'Israël visant à annexer les territoires occupés (après les avoir vidés de leurs habitants palestiniens).

Ce que craignent les dirigeants israéliens, c'est de ne pouvoir annexer les territoires palestiniens

En premier lieu, le développement par le Hamas de roquettes plus sophistiquées et de plus grande portée risque de mener la résistance bien plus loin qu'au désert de la petite ville de Sderot. Les roquettes tombées la semaine dernière sur Ashkelon, l'une des plus grandes villes du pays, pourraient bien être porteuses de changement politique en Israël.

Le Hezbollah a prouvé, lors de la guerre au Liban de 2006, que l'opinion publique israélienne pouvait être déstabilisée devant la persistance de tirs de roquettes. Le Hamas espère arriver au même résultat.

Après les frappes sur Ashkelon, les médias israéliens ont été remplis d'articles sur des gens mécontents, qui étaient descendus dans les rues de la ville, brûlant des pneus en signe de protestation contre l'incapacité de leur gouvernement à assurer leur protection. Ce fut leur première réaction. Mais à Sderot, ville sur laquelle les tirs ont lieu depuis des années, le maire, Eli Moyal, a récemment appelé à des négociations avec le Hamas. Un sondage réalisé par le quotidien Ha'aretz indique que 64% des Israéliens sont d'accord avec lui. Ce chiffre pourrait augmenter si la menace de roquettes grandit.

Ce que craignent les dirigeants israéliens, c'est que « l'annexion rampante » des territoires occupés ne puissent se faire si l'opinion israélienne se met à exiger que le Hamas vienne s'asseoir à la table des négociations.

En second lieu, la mobilisation des Gazaouis par le Hamas, le mois dernier, pour briser le mur à Rafah et pénétrer en Egypte, a démontré aux généraux-politiciens d'Israël, tels que Barak et Vilnai, que le mouvement islamique avait une capacité encore inexploitée de lancer des manifestations pacifiques de masse déterminées contre le siège militaire de Gaza.

Meron Benvenisti, ancien maire-adjoint de Jérusalem, a noté que « l'armée craignait davantage ce type de scénario qu'une violente bataille contre des Palestiniens armés ». Israël redoute que l'image de femmes et d'enfants, sans armes, exécutés pour avoir commis le crime d'essayer de s'évader par eux-mêmes de la prison qu'Israël leur a construite, puisse démentir l'idée que l'occupation avait pris fin avec le désengagement.

Quand plusieurs milliers de Palestiniens ont organisé une manifestation, il y a quinze jours, où ils ont formé une chaîne humaine tout au long de la barrière entre Gaza et Israël, l'armée israélienne a eu du mal à contenir sa panique. Des batteries d'artillerie lourde avaient été postées sur le périmètre et des snipers avaient reçu l'ordre de tirer aux jambes sur les manifestants qui s'approcheraient de la barrière.

Comme Amira Hass, journaliste chevronnée de Ha'aretz dans les territoires occupés, l'a observé, Israël a, jusqu'à présent, réussi à terroriser la plupart des Gazaouis ordinaires au point de les empêcher d'agir sur ce front. Dans l'ensemble, les Palestiniens ont refusé de suivre la démarche « suicidaire » de contester franchement leur emprisonnement par Israël, même pacifiquement : « Les Palestiniens n'ont pas besoin d'avertissements ou de rapports pour savoir que les soldats israéliens tirent sur les personnes sans armes, qu'ils tuent aussi bien les femmes que les enfants. »

Mais cela peut changer si le blocus apporte toujours plus de misère à Gaza.

Les priorités d'Israël

En conséquence, les priorités immédiates d'Israël sont : inciter régulièrement le Hamas à la violence pour le détourner de la

voie qui l'amène à organiser des manifestations pacifiques de masse ; affaiblir la direction du Hamas par des exécutions régulières ; et s'assurer qu'une protection efficace contre les roquettes est recherchée, incluant des technologies comme le projet favori de Barak, le Dôme d'acier*, pour protéger le pays contre les tirs de roquettes.

Dans la droite ligne de cette politique, Israël a rompu le « calme relatif » de la dernière période dans Gaza, déclenchant l'assassinat de 5 membres du Hamas, mercredi dernier. Comme prévu, le Hamas a répliqué en tirant sur Israël un barrage de roquettes, tuant un étudiant à Sderot, donnant à son tour prétexte à un bain de sang dans Gaza.

Mais une stratégie à plus long terme est aussi requise et actuellement en préparation par Vilnai et les autres. Conscients que la prison de Gaza est minuscule, que ses ressources

sont limitées et que la population palestinienne s'accroît à un rythme rapide, Israël a besoin d'une solution plus durable. Il lui faut trouver un moyen d'enrayer la menace croissante que représente la résistance organisée par le Hamas et l'explosion sociale qui va venir tôt ou tard vu les conditions de surpeuplement et d'inhumanité de la bande de Gaza.

C'est à cette solution que les propos de Vilnai font allusion, de même qu'une série de commentaires venant des cabinets ministériels tout au long de ces dernières semaines, qui proposent pas moins que des crimes de guerre pour arrêter les roquettes. Le Premier ministre, Ehud Olmert, par exemple, a dit qu'il ne pouvait pas permettre que les Gazouïs aient une « vie normale » ; le ministre de la Sécurité intérieure, Avi Dichter, pense qu'Israël devrait prendre des mesures, « quel qu'en soit le coût pour les Palestiniens » ; et selon le ministre de l'Intérieur, Meir Sheetrit, l'armée israélienne devrait, après chaque tir, « choisir un quartier de Gaza et le raser ».

Cette semaine, Barak a révélé que ses services avaient travaillé sur une nouvelle idée pour trouver le moyen de permettre à l'armée, de façon légale, de procéder à des tirs d'artillerie et à des frappes aériennes directement sur des quartiers civils dans Gaza, en réplique aux tirs de roquettes. Ils le font déjà, évidemment, sans publicité, mais ils veulent maintenant avoir les mains libres pour en faire une politique officielle, autorisée par la communauté internationale.

Dans le même temps, Vilnai faisait une proposition annexe pour déclarer des secteurs de Gaza « zones de combat », au sein desquelles l'armée aurait carte blanche et les habitants guère d'autre choix que de fuir. En pratique, ceci permettrait à

Israël d'expulser les civils de vastes secteurs de la bande de Gaza, les regroupant sur des espaces de plus en plus petits, comme ce fut le cas en Cisjordanie pendant quelques temps.

Toutes ces mesures - depuis l'intensification du blocus pour empêcher l'électricité, le carburant et les médicaments d'arriver à Gaza, jusqu'à la concentration de la population dans des espaces de plus en plus restreints et à de nouvelles méthodes pour intensifier la violence infligée à la bande de Gaza -, toutes ces mesures sont à peine déguisées en excuses pour

cibler et sanctionner une population civile. Elles excluent nécessairement toute négociation et tout dialogue avec les dirigeants politiques de Gaza.

Jusqu'à présent, on a pu croire que le projet d'Israël visait finalement à persuader l'Égypte d'assurer le maintien de l'ordre à Gaza, à revenir à son statut d'avant la guerre de 1967. On pensait que Le Caire serait encore plus impitoyable qu'Israël dans la répression contre les militants islamiques. Mais, de plus en plus, Vilnai et Barak semblent se diriger vers une autre voie.

Leur but ultime semble être lié au mot de Vilnai, la « shoah » : le dépeuplement de Gaza, avec une bande de Gaza coincée sur trois côtés, jusqu'à ce que les pressions obligent les Palestiniens à s'échapper de nouveau en Égypte. Et cette fois, on peut supposer qu'il n'y aura aucune possibilité de retour.

Jonathan Cook
mardi 11 mars 2008

Jonathan Cook est écrivain et journaliste ; il vit à Nazareth, Israël. Son dernier livre, « Israël et le clash des civilisations : Iraq, Iran et le projet de réforme du Moyen-Orient » est publié chez Pluto Press et sorti depuis janvier en Grande-Bretagne et février aux USA.

** Le «Dôme d'acier» est un système de missiles antimissiles miniaturisé et destiné à lutter contre les roquettes Quassam et Katyushas. (ndt)*

Pour en savoir plus sur les plans et les actions du gouvernement US visant à imposer ses hommes à la tête de la Palestine, voir COMAGUER, «Les plans étatsuniens pour détruire le Hamas», 18 mars 2008, édité sur : www.mondialisation.ca

TEMOIGNAGE

GAZA, LE BLOCUS AU QUOTIDIEN

Depuis que le Hamas l'a emporté sur le Fatah dans la bande de Gaza, les habitants subissent un blocus sévère et inhumain, qui a affecté tous les aspects de leur vie quotidienne. Avec la fermeture des frontières avec Israël et l'Égypte, les entrées et sorties du territoire sont devenues impossibles : un million et demi de Gazaouis se retrouvent prisonniers.

De surcroît, de très nombreux produits ne sont plus disponibles sur le marché, et d'autres ont subi une hausse des prix considérable. Certains articles, tels le fer ou divers matériaux de construction, ne peuvent plus être livrés dans la bande de Gaza, affectant des secteurs entiers de l'économie, en particulier l'activité des ingénieurs, entrepreneurs et ouvriers du bâtiment. Certains types de médicaments ne sont plus fournis ou sont rationnés, ce qui pose de graves problèmes de fonctionnement à la plupart des hôpitaux.

Du coup, le chômage et la pauvreté atteignent des chiffres record et plongent la population dans un dénuement extrême. Et, pour couronner le tout, on assiste à une sévère dégradation de l'état psychologique et social de la population, en proie à des sentiments d'emprisonnement, de réclusion et d'impuissance totale.

La semaine dernière, plusieurs événements ont durement frappé la bande de Gaza. Vingt jeunes membres du Hamas ont été tués lors d'une incursion de l'armée israélienne dans la zone très peuplée d'El-Zaytoun. En représailles, le Hamas a lancé des roquettes sur Israël, qui a répondu par un renforcement sans précédent du blocus. Gaza est totalement privé de carburant, de gaz naturel et de nourriture, provoquant de graves pénuries dans cette ville déjà surpeuplée.

Pendant trois jours, très peu de véhicules ont circulé dans les rues et l'électricité a été coupée dans la quasi-totalité des foyers. Alors que Gaza connaît une grande vague de froid et que les étudiants passent leurs examens dans les universités, les radiateurs électriques ne fonctionnent plus. Quant à ceux alimentés au gaz, on les utilise parcimonieusement, de peur que la crise ne se prolonge. Cette situation constitue surtout un risque pour la vie de certains patients dans les hôpitaux, à commencer par les prématurés dans les couveuses. Inutile de dire que tout cela a aggravé notre sentiment d'impuissance, vu notre incapacité à agir pour changer le cours des choses.

Grâce à certaines campagnes de presse, des quantités limitées de carburant ont pu être livrées dans le territoire. Cela pourrait donner le sentiment au monde extérieur que la crise du carburant et du gaz est terminée. Ce n'est hélas qu'une apparence, car l'électricité reste toujours aussi rare, et il n'y a toujours pas de carburant pour les voitures. Il semblerait que ces restrictions doivent se prolonger et nous redoutons plus que tout un rationnement de l'électricité.

Mercredi dernier, des brèches ont été percées par des groupes armés dans le mur qui sépare la bande de Gaza de l'Égypte. Heureusement, l'Égypte nous a permis d'entrer provisoirement sur son territoire, provoquant un sentiment de relatif soulagement dans la population. Il se trouve que, ce jour-là, j'avais à faire à Rafah : j'ai eu la chance d'observer de mes propres yeux tous ces Gazaouis traversant la frontière à pied ou dans des voitures bondées. Comment ne pas les comprendre, après qu'ils aient subi un blocus aussi long et eu accès à aussi peu de denrées et de services ? Beaucoup de ces gens n'ont pas d'emploi : ils essayaient de gagner quelques sous en important d'Égypte des produits qu'ils pourraient revendre dans la bande de Gaza. D'ailleurs, les prix très élevés des produits devenus rares, comme les cigarettes, ont chuté en quelques heures seulement. Nombre de ceux qui se sont rués vers El-Arich, en Égypte, attendaient depuis plus de huit mois de quitter Gaza pour aller travailler ou étudier de l'autre côté de la frontière.

Je me demande quel regard le monde extérieur jette sur ces populations, sur leurs tentatives d'accéder à une ville relativement proche avec des ressources presque aussi limitées qu'à Gaza, avec tant de joie, de persévérance et d'enthousiasme ! A mes yeux, il n'y a pas de spectacle plus aigredoux que ces gens marchant en longues files sur de grandes distances, avec leur mouton ou un bidon d'essence, heureux d'avoir arraché cette minuscule victoire, de si courte durée. Les autorités égyptiennes ont annoncé que le passage entre la bande de Gaza et El-Arich (uniquement El-Arich, et non le reste de l'Égypte) resterait ouvert jusqu'à nouvel ordre tant que les Gazaouis auraient besoin de se ravitailler en produits de première nécessité. Cependant, cela n'annonce toujours pas la fin du blocus. Le Hamas et l'Autorité palestinienne à Ramallah devraient, selon moi, parvenir très vite à un accord, en dépassant leurs divergences et en s'entendant pour soutenir ensemble le peuple palestinien.

La bande de Gaza ne devrait plus être isolée de la Cisjordanie. Sa population ne devrait plus continuer à vivre en marge, exposée aux privations et aux violations des droits de l'Homme. Quand donc va prendre fin son attente désespérée d'un changement miraculeux qui lui permettrait d'être considérée par le reste des nations comme formée d'êtres humains à

part entière, qui aspirent à une vie « normale » ? Les Gazaouis n'ont pas à subir de punitions collectives en raison de la vision qu'a le monde de l'action de leurs dirigeants.

Heba Zayyan

Heba Zayyan vit à Gaza et tient un blog, Contemplating from Gaza.

publié par le Monde diplomatique, « Lettres de... »

Lettre de Palestine, 28 janvier 2008

<http://blog.mondediplo.net/2008-01-28-Gaza-le-blocus-au-quotidien>

J'AI VINGT ANS MAIS JE VIS À GAZA...

«Les examens vont bientôt prendre fin. Etudiants, écoliers de la bande de Gaza vont être diplômés d'ici quinze jours. Mabrouk et après ? La jeunesse palestinienne de Gaza se trouve incontestablement dans une impasse : embargo, chômage, enfermement, bombardements.... La déprime envahit les pensées, les jeunes n'ont pas de perspectives, pas d'avenir.» Les discussions se ressemblent, les questions se répètent : « Qu'allons nous faire, ce n'est pas parce que j'ai obtenu une licence que je vais pouvoir trouver du travail. Chez moi, plus personne n'a de travail. Tous mes frères et sœurs ont fait des études, et aucun d'entre eux n'a trouvé de travail. Vous pensez que, moi, j'en trouverai ? » me confie Muhammed, vingt-trois ans.

L'ennui.

Les jeunes tournent en rond. Tout est routine, les jours passent et rien ne change. On répète les mêmes gestes, on discute de mêmes sujets... La déprime touche tout le monde, sans distinction. La sensation d'étouffement est grande. La jeunesse est emprisonnée, mise au pied du mur. Les jeunes n'osent même plus parler des projets d'avenir. Auparavant, cela remontait le moral, ils pouvaient au moins rêver. Mais même le rêve les a quittés... le rêve n'est plus à leur portée. Il n'y pas de travail, tout le monde reste chez soi. Il n'y a plus d'essence, plus de gaz, on ne bouge plus de son quartier.

Alors, partir ? Alors pourquoi rester se demandent certains ? Pourquoi ne pas partir vers des horizons meilleurs ? Shaima, étudiante, répond : « Tant que les frontières seront fermées, je préfère ne pas y penser, je ne veux pas rêver pour rien », et elle ajoute : « Partir mais pour aller où ? les pays arabes, et l'Occident ne veulent pas de nous ». Certains refusent de partir de la bande de Gaza. C'est l'avis de Hosni, vingt-quatre ans, pour qui partir est un signe de lâcheté. « Il faut que les jeunes restent ici, pour construire le pays, si nous partons, qui restera ? Qui oeuvrera pour la libération de la Palestine, ma place est ici et pas ailleurs. » Asma'a, étudiante dans

le même département que Hosni, lui rétorque que ceux qui partent ne sont pas nécessairement des traîtres, que partir d'ici, c'est pour elle la volonté de vivre : « Ici, je suis enfermée, je le vis très mal, je n'arrive pas à me concentrer sur mes études, à la maison on ne parle que des problèmes, de la bouteille de gaz qui vient de finir, de l'argent qui ne rentre pas, des coupures d'électricité....Je n'en peux plus, je veux partir ».

Sans papiers dans son pays....

Mais Asma'a sait que même si les frontières viennent à s'ouvrir, elle ne pourra pas sortir, car elle est sans papiers. Asma, comme Islam, Hadil, Hosni, et bien d'autres encore n'ont pas de carte d'identité palestinienne, qui n'est délivrée uniquement que par les autorités israéliennes. Asma'a est arrivée d'Algérie il y a deux ans et demi. Tous ses papiers ont été confisqués par les militaires égyptiens postés au passage de Rafah. Depuis ce jour, elle ne possède aucun document lui permettant de voyager à l'extérieur de Gaza.

Islam attend depuis quatorze ans sa carte d'identité, en vain ; il ne l'a toujours pas obtenue. Islam est convaincu qu'il ne pourra jamais sortir et qu'il ne pourra jamais poursuivre ses études en France. Zoheir, trente ans et père d'un petit garçon, a reçu sa carte d'identité après avoir déposé sa demande auprès des israéliens il y a vingt ans. « Alors, tu es heureux ? lui demande un de ses amis. « Oui, un peu, j'ai ressenti une certaine joie sur le moment, mais elle s'est vite dissipée quand j'ai commencé à penser aux frontières. »

Creuser pour lutter contre la fatalité et l'ennui.

Mutaz, diplômé en sciences politiques, n'a pas les moyens financiers de poursuivre ses études en master. Les frais d'inscription sont trop élevés. Mutaz était au chômage il y a encore un mois. Depuis, il a trouvé un travail, un drôle de travail....il creuse des tunnels : « C'est mieux que rien », nous dit-il. Mutaz est posté à Rafah et creuse nuit et jour : « Il y a deux ans, si on m'avait dit que j'en serais arrivé là, je ne l'aurais pas cru un seul instant ». Il est arrivé au fond du trou, et n'a pas encore vu le bout du tunnel.

Eman Alhaj

LE GRAND LAC DE GAZA : UNE CATASTROPHE QUI SE DEROULE SOUS NOS YEUX

Juste à quelques kilomètres de plages sablonneuses et de hauts gratte-ciel, de villas en pierres blanches et de piscines couleur bleu ciel, cela paraît le comble de l'ironie et de l'injustice que plus d'un million et demi de personnes en soient réduites à consommer de l'eau contaminée par les eaux des égouts.

Quand il y a une ligne si ténue entre la richesse et la pauvreté, entre les privilèges et les nécessités, comment ne pas se rendre compte qu'à juste quelques jets de pierres, des mères et des pères doivent nourrir leurs familles avec un tel poison. Comme si l'occupant ne pourrait pas trouver une manière plus ingénieuse de tourmenter ses victimes... Le plus grand crime est qu'une telle situation est le résultat d'une politique délibérée de la part du gouvernement israélien.

Cet état de fait est dénoncé par les groupes de défense des droits de l'Homme et d'action humanitaire les plus importants au niveau mondial, mais cette situation est sans cesse aggravée et sans aucun scrupule par Israël tout en étant justifiée par les Etats-Unis. Il est indiscutable que cette catastrophe liée à l'eau polluée dans la bande de Gaza soit le résultat d'une politique absolument volontaire du gouvernement israélien.

Le problème de la gestion des eaux usées à Gaza n'est pas une question nouvelle et remonte en fait directement à l'occupation israélienne de Gaza en 1967. A ce moment-là, Israël avait mis en place des équipements de traitement des égouts qui sont aujourd'hui encore en fonction et construits alors pour les besoins d'une population de 380.000 personnes, un nombre qui est depuis passé à 1,5 million.

Les sources en cours d'épuisement d'eau propre à la consommation et la crise sans cesse aggravée liée aux eaux des égouts dans Gaza a produit des aires de débordement, la plus grande étant appelée « le grand lac » lequel occupe 30 hectares et contient entre 2 et 3 millions de mètres cubes d'eaux usées.

Avec des équipements archaïques devant répondre aux besoins d'une population qui a plus que triplé et avec le manque de fournitures de base comme le carburant pour actionner les pompes qui permettent aux équipements de fonctionner, le résultat est que des eaux usées et toxiques s'écoulent dans le sol et dans les nappes phréatiques, et même directement jusque dans la mer.

La publication des Nations Unies, IRIN News, a récemment interviewé Rebhi Al-Cheik, responsable de l'Administration Palestinienne des Eaux [Palestinian Water Authority - PWA] à Gaza, qui a déclaré que 75% de l'eau bue dans Gaza était actuellement polluée.

En janvier 2008, John Dugard, Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, a voyagé en Palestine et a évalué la situation qu'il a décrite comme « catastrophique » à cause des restrictions imposées par Israël.

J'ai récemment discuté avec le Docteur Suma Baroud au sujet de la série de problèmes et de questions de santé qui résultent de l'existence de zones d'écoulement telles que « le grand lac ». Elle m'a expliqué, « en tant que médecin praticien travaillant dans le domaine des premiers soins de santé dans la région de Khan Younis pendant ces 10 dernières années, j'ai appris de mon observation de tous les jours qu'il y a une myriade de problèmes écrasants et de maux affligeants concernant la santé des habitants de Gaza, et particulièrement les enfants, en raison des lacs toujours plus étendus contenant des eaux d'égout comme c'est le cas du « grand lac », ou « Majari » comme nous l'appelons. »

« Beaucoup d'enfants sont traités dans nos centres médico-sociaux pour des maladies provoquées par la prolifération de petits organismes telles que des amibes. Ces maux progressent et apportent avec eux des maladies internes qui affectent le petit et grand intestin et gênent ou même empêchent leurs fonctions, tels des coliques, des diarrhées et des constipations abdominales. D'autres complications sont l'anémie, les troubles de la croissance et des dérangements sur le plan mental. De plus, nous avons constaté un nombre de plus en plus important d'enfants souffrant d'insomnie, de manque d'estime de soi et de manque de confiance en soi. »

« Ajoutons à ça un grand nombre de patients qui sont soignés dans nos cliniques durant l'été pour des maladies de la peau provoquées par des morsures d'insectes. Il y a un problème de première importance avec ces insectes qui prospèrent dans les conditions dont nous souffrons : une chaleur intense et des eaux polluées omniprésentes. » « Il y a une pression énorme sur le ministère de la Santé à cause de la

sur-consommation de médicaments devant combattre ces maladies et les complications qui s'en suivent. »

Un nombre incalculable de groupes de défense des droits humains ont fait part ces dernières semaines de la situation difficile qui prévaut dans Gaza, avec parmi eux le Comité International de la Croix Rouge qui a récemment déclaré à IRIN que « la situation environnementale dans Gaza est mauvaise et ne fait qu'empirer. »

De trente à cinquante mille mètres cubes d'eaux usées partiellement traitées et 20.000 mètres cubes d'eaux d'égouts non traitées finissent dans les cours d'eaux et dans la mer Méditerranée. De 10 à 30.000 mètres cubes d'eaux d'égouts partiellement traitées s'infiltrent dans le sol, une partie atteint la nappe phréatique, polluant ainsi l'offre déjà si réduite en eau potable dans Gaza.

L'International Crisis Group a récemment sommé Israël, l'Égypte, l'Autorité palestinienne et le gouvernement du Hamas de faire tout leur possible afin de fournir les produits nécessaires, dont le carburant qui est essentiel, pour maîtriser l'énorme problème des eaux polluées dans Gaza.

Dans un article récemment publié par le The Costal Post publié en Californie, Ralph Nader, candidat à l'élection présidentielle, a fortement critiqué Israël pour sa violence étatique et à multiples facettes contre les habitants de Gaza, et a appelé les Etats-Unis à rendre compte de leur complicité avec les pratiques inhumaines et illégales d'Israël : « Le blocus israélien a également causé de nombreuses pertes en vies humaines dans Gaza en empêchant les dispensaires de fonctionner, en provoquant des coupures d'électricité, la malnutrition et la pollution de l'eau potable par la destruction des réseaux publics. Les victimes sont la plupart du temps des enfants et des adultes qui meurent en étant ignorés par l'Occident. La douleur des habitants de Gaza est ignorée de 98% des membres du Congrès américain qui donne dans le même temps chaque année à Israël des milliards de dollars venant des contribuables. »

Selon l'UNRWA [United Nations Relief and Works Agency], « Gaza est au seuil de devenir le premier territoire à être intentionnellement réduit à un état de terrible dénuement, en parfaite connaissance, et avec le consentement et - certains diraient - l'encouragement, de la communauté internationale. »

Au début de mars dernier, un rapport, rédigé par huit groupes britanniques de défense des droits de l'Homme et d'action humanitaire, a condamné la politique suivie par Israël dans un rapport « percutant » qui expliquait que la crise humanitaire dans Gaza était la « pire depuis 1967 ». « Pendant que nous parlons, les eaux des égouts se déversent littéralement dans les rues, » a déclaré Geoffrey Dennis, responsable de l'organisation CARE International.

Kate Allen, représentante britannique d'Amnesty International, a déclaré de son côté qu'Israël était dans l'obligation de protéger ses propres citoyens, « mais que comme force d'occupation dans Gaza il a également le devoir légal de s'assurer que les habitants de Gaza aient accès à la nourriture, à l'eau potable, à l'électricité et aux soins médicaux. »

Elle a ajouté : « Punir la totalité de la population de Gaza en leur refusant ces droits humains élémentaires est tout à fait indéfendable. La situation actuelle est artificiellement provoquée et il faut immédiatement y mettre un terme. »

Le rapport de 16 pages — commandité par Amnesty, CARE International, le CAFOD [Catholic Agency for Overseas Development], l'Aide Chrétienne [Christian Aid], Médecins du Monde, OXFAM, Save The Children — fait appel au gouvernement britannique pour qu'il exerce une plus grande pression sur Israël et revienne sur sa politique de ne pas avoir de pourparlers avec les représentants du Hamas dans Gaza. » Comme le rappelait Kate Allen d'Amnesty, l'urgence de la situation ne peut pas être trop soulignée. Le volume d'eaux usées est si élevé qu'il est surnommé « le grand lac » ; de tels abus dans la façon de traiter toute une population [...] ne sont rien de moins qu'un véritable outrage. La communauté internationale doit prendre des mesures immédiates pour s'assurer que Gaza bénéficie de la protection qui lui est due, parce que comme l'a répété Allen, « la situation actuelle est artificiellement provoquée et il faut immédiatement y mettre un terme. »

Suzanne Baroud - PalestineChronicle

* Suzanne Baroud est écrivain de nationalité américaine et éditrice de plusieurs ouvrages. Elle est aussi éditrice en chef de PalestineChronicle.com
28 mars 2008 - PalestineChronicle.

http://www.palestinechronicle.com/view_article_details.php?id=13633

Traduction : Claude Zurbach

DES ENFANTS PRIVÉS D'ÉCOLE A CAUSE DU BLOCUS

A cause de la pénurie de carburant, il n'y a plus de moyens de transport pour emmener les enfants à l'école, laquelle reste vide...

Chaque jour les parents téléphonent à l'Institution Atfaluna* pour les enfants sourds de Gaza et demandent à Souad Lubbad quand l'école va rouvrir. Souad est la directrice administrative de l'école qui reçoit 275 enfants âgés de 4 à 17 ans et qui a été obligée de fermer sans avis préalable au milieu du mois d'avril. Par suite du déficit chronique de carburant, les autobus qui transportent normalement les enfants à l'école n'ont subitement plus été en mesure de rouler. 90% des voitures privées dans la Bande de Gaza ne roulent toujours pas et les tarifs des taxis ont doublé ces dernières huit semaines. Il n'y a donc plus d'alternatives pour les élèves qui sont maintenant bloqués chez eux. Souad dit que beaucoup d'élèves d'Atfaluna dépendent de l'école pour leurs contacts sociaux. « Beaucoup d'entre eux sont très isolés car ils n'ont littéralement personne avec qui communiquer » raconte-t-elle. Ils sentent qu'ils font partie de l'école car nous les respectons vraiment. Tout le personnel utilise le langage des signes et nous travaillons aussi à les soutenir chez eux en apprenant à leurs parents le langage des signes et en les encourageant à l'utiliser ».

La majorité des élèves sont d'origine très pauvre et Atfaluna leur apporte un repas chaud chaque jour, ce qui selon Souad a énormément amélioré leur capacité à se concentrer. L'école offre aussi aux élèves des appareils auditifs avec les piles appropriées. Les appareils auditifs coûtent cher, chaque appareil coûte au moins 1.300 shekels (près de 400\$). Mais Atfaluna n'a plus reçu d'appareils auditifs ni de piles depuis que les autorités israéliennes ont empêché un convoi d'entrer à Gaza il y a six mois - pour prétendument des motifs de « sécurité ».

« Il y a maintenant un déficit aigu d'appareils auditifs et de piles appropriées à Gaza » raconte Souad. « Si un enfant utilise un appareil et que les piles sont finies, sa capacité à entendre commence à se détériorer. Finalement, ce sera comme s'il n'avait rien appris. La grande majorité des enfants qui viennent dans notre école ont été diagnostiqués comme étant des sourds profonds et ils dépendent donc de ces appareils. Et aujourd'hui, ils sont punis à cause du blocus ». Il y a environ 25.000 sourds et malentendants dans la bande de Gaza et beaucoup d'entre eux n'ont pas de services

de soutien de spécialistes. L'Institution Atfaluna pour les Enfants Sourds a été créée à Gaza en 1992 par un Américain, Gerry Shawa, qui vit à Gaza depuis 1971. La société a débuté dans une maison louée avec une petite équipe de volontaires qui s'occupait de 27 enfants sourds et malentendants. Seize ans plus tard, l'Institution a 168 employés et dirige une école à plein temps ; elle possède une équipe dévouée et spécialisée de travailleurs sociaux qui sont tous experts en langue arabe des signes. En plus de l'école, Atfaluna dirige aussi un programme d'études avancées pour 88 élèves plus âgés qui avaient des difficultés dans le programme normal d'éducation et qui souhaitent améliorer leurs compétences en lecture et écriture. Ce programme a dû aussi être suspendu par suite de la crise des combustibles mais le programme a repris il y a une semaine malgré le fait que l'école principale reste fermée.

Iman (18 ans) et Fadwa (21 ans) suivent toutes deux le programme d'études supérieures. Utilisant la langue des signes, les jeunes femmes expliquent ce qu'Atfaluna représente pour elles : « Quand nos classes ont été suspendues, je suis restée bloquée à la maison » dit Fadwa. « Mes frères et mes sœurs allaient à l'école du quartier et je suis restée seule à la maison et je commençais à me sentir déprimée ».

Quand ils sont revenus, ils avaient plein de choses à se raconter mais moi, je n'avais rien fait de la journée. Parfois, je n'ai pas l'impression de faire partie de ma propre communauté. Mais on me respecte beaucoup à l'école et j'y ai beaucoup d'amis. Je suis heureuse d'y retourner ».

« La vie devient de plus en plus difficile à Gaza à cause du siège » raconte Iman. « Ma famille vit péniblement et quand je suis coincée à la maison toute la journée, cela met encore plus de pression sur eux et sur moi. Ils ne veulent pas toujours me parler par signes alors je me sens seule. Je suis très contente d'être revenue à l'école et j'espère que nous ne serons pas obligées de fermer à nouveau nos classes ».

La punition collective d'une population civile est illégale selon le droit international humanitaire. La crise des combustibles imposée par Israël, crise qui interrompt l'éducation dans les écoles dans toute la bande de Gaza et touche très durement les besoins spécifiques des élèves particuliers, constitue une punition collective.

Les écoles luttent pour faire face aux ressources insuffisantes, aux coupures d'électricité, au système des transports

publics qui ne peuvent plus répondre aux demandes de la population et au moral qui est bas. Souad Lubbad et ses collègues ne savent pas quand elles pourront ré-ouvrir leur école. Entre-temps, 275 élèves voient leur droit à l'éducation nié et restent coincées chez elles à attendre.

« Nos élèves plaisaient souvent en disant qu'Atfaluna est

leur école, pas la nôtre » raconte Souad. « Ils ont chacune un grand potentiel et nous voulons tout simplement qu'ils puissent revenir dès que possible ».

PCHR Gaza , 19 mai 2008

http://www.pchrgaza.org/files/campaigns/english/gaza_closure/Narratives_11.html Traduction de l'anglais : Ana Cléja

** Institution Atfaluna : <http://www.atfaluna.net/en/abouta/index.php>*

FORCES DE PASSER AU VERT A GAZA

Al-Khozendar Electronics à Gaza City est devenu récemment un lieu de pèlerinage pour de nombreux Palestiniens. Les visiteurs viennent observer la dernière invention forcée: une voiture électrique. Les ingénieurs gazaouis, Wasim al-Khozendar et Fayez Annas, ont récemment mis au point une voiture qui fonctionne entièrement à l'électricité comme une solution à la pénurie de carburant causée par près d'un an de blocus israélien qui a causé de graves diminutions des importations de carburant. Un passant, comme Ziyad Barakat, un habitant de Gaza de 50 ans, s'émerveille de l'ingéniosité des ingénieurs : «C'est une grande invention et nous attendons avec intérêt de voir plus d'exemplaires d'une telle voiture pour que les gens puissent être soulagés du siège israélien. Que Dieu bénisse les gars qui ont fabriqué cette voiture.»

Le moteur de la voiture, un modèle français qui roulait précédemment à l'essence, a été totalement remplacé par un moteur électrique qui fonctionne uniquement sur batterie. Al-Khozendar, qui a conçu le moteur avec son collègue Annas, dit qu'ils ont eu l'idée il y a presque un an, juste avant le début du siège paralysant imposé à Gaza.

«Mon collègue et moi avons décidé de commencer à travailler sur la transformation du moteur de la voiture en un moteur électrique, qui respecte l'environnement, à la différence des voitures ordinaires qui roulent au carburant,» dit al-Khozendar.

«Le moteur électrique de notre voiture est un moteur à courant alternatif, contrairement au moteur à courant continu, qui est coûteux et non disponible sur le marché local. Lorsque nous avons commencé à faire rouler la voiture dans les rues de Gaza, nous avons été surpris par la réaction de la population», ajoute-t-il.

«Sur le marché local, nous avons des pièces électriques pour fabriquer de 20 à 30 voitures, et ce n'est certainement pas suffisant pour répondre à la forte demande, qui est de plus de 1000 depuis que nous avons commencé à faire rouler la voiture la semaine dernière.»

La voiture totalement électrique est exposée en permanence devant le magasin d'Al-Khozendar Electronics dans la ville de Gaza.

«Nous avons remplacé toutes les anciennes pièces par des pièces électriques, les nouvelles pièces sont composées de 33 batteries avec une capacité de 12 volts et 17 ampères, plus un chargeur qui alimente le moteur de 7 heures de courant,» a expliqué Annas.

«Les sept heures de charge vous permettent de faire 180 kilomètres, et tout ce qu'il faut, c'est de recharger les batteries. A l'intérieur de la voiture, nous avons trois paramètres pour mesurer le voltage consommé, la vitesse et la batterie.»

Toutefois, les ingénieurs disent que l'utilisation d'une voiture électrique à Gaza sera inabordable pour la plupart des gens dans le cadre de l'étranglement des conditions économiques. Si un propriétaire de voiture souhaite transformer son moteur, cela lui coûtera environ 2.500 dollars – inabordable pour la plupart des gens puisque 75% d'entre eux dépendent de l'aide alimentaire.

Selon le directeur de la Fédération des industries locales, Amr Hammad, le siège israélien actuel nuit gravement au secteur privé de l'industrie de Gaza.

«Si cette situation persiste, nous ne serons pas en mesure de faire travailler plus de 95% des sous-traitants industriels. Toutes les matières premières sont importées et doivent passer par les passages israéliens et si le blocus n'est pas levé, nous ne serons plus en mesure de les faire travailler.» Hammad affirme qu'ils ont lancé de nombreux appels depuis que le siège a été imposé en Juin 2007, mais «il semble que les Israéliens soient devenus sourds.»

L'actuelle pénurie de diesel, d'essence et de gaz de cuisine a donné naissance à d'autres solutions, comme des voitures qui roulent à l'huile de cuisine.

Selon Annan, «Notre voiture électrique est un message au monde entier que les Palestiniens ont la volonté de briser le siège, tout siège de n'importe quel type!»

Rami Almeghari

Source : <http://www.imemc.org/>

Traduction : MG pour ISM

«GÉNOCIDÉ», DITES-VOUS ?

Des échanges assez vifs ont récemment opposé, via le Net, des militants de la cause palestinienne au sujet de l'utilisation ou non du terme «génocide» pour décrire ce qu'endure le peuple palestinien. Échanges qui ont par ailleurs fait l'objet d'un commentaire assez ferme de nos amis de l'Union des progressistes juifs de Belgique (UPJB) dans l'édito du n°284 (mars 2008) de leur bulletin Points critiques. La question me semble, en effet, loin d'être insignifiante ou secondaire. Et ne relève pas, à mon sens, d'une simple affaire de vocabulaire. Elle fera d'ailleurs très bientôt l'objet d'un débat interne de l'ABP.

Mon objectif premier, en participant à ces échanges-mail, était d'ouvrir des pistes de réflexion à ce sujet. C'est pourquoi je reproduis ci-dessous, en partie modifié, le texte que j'avais écrit sur beitzjara.

Refuser le recours au terme génocide pour qualifier les violences de toutes sortes perpétrées par l'armée israélienne dans les territoires palestiniens relèverait-il, comme l'affirment certains militants pro-palestiniens, de l'«aliénation» ou de la «culpabilité» vis-à-vis de l'usage dudit mot?

Il existe d'autres attitudes possibles face à cette culpabilité liée au judéocide. Bien réelle et que nombre d'instances nous inculquent délibérément, c'est vrai.

Parmi ces attitudes, il en est une de fort fréquente et qui, à mon avis relève d'une rébellion ou d'un dépit de type adolescent, voire infantile – «j'peux pas dire 'génocide'? Et ben, j'le dis quand même, na!» – face aux culpabilisations imposées. La question est que, comme l'indique la psychologie transactionnelle, un «rebelle» de ce type reste un «enfant». Et qu'il me semble qu'une attitude responsable, «adulte» face aux culpabilisations de toutes sortes consiste à ne pas céder à la «concurrence des victimes», au sujet de laquelle Jean-Michel Chaumont a écrit un ouvrage remarquable voici quelques années¹ Car c'est souvent de cela aussi qu'il s'agit, me semble-t-il. Et le fait, comme le pense – à mon avis avec raison – l'éditorialiste de Points Critiques, que les partisans de l'usage du mot génocide dans le cas palestinien «entendent se débarrasser du poids de la culpabilité occidentale

à l'égard du génocide en le banalisant», confirme d'autant plus qu'ils ne sont pas «sortis» autant qu'ils le désireraient de cette culpabilité².

Aujourd'hui, nombre de Bosniaques et de Serbes, de Khmers, de Timorais et de Tibétains, d'Ukrainiens etc. se revendiquent, aux côtés des Palestiniens, comme «génocidés». Et la réaction peut-être compréhensible dans la mesure où les atrocités nazies sont devenues, dans le cadre de la mondialisation culturelle que diffuse l'Occident, l'aune à laquelle l'on mesure partout tous les crimes de masse. Il reste cependant que l'indignation et la révolte que suscitent les pratiques israéliennes n'autorisent pas tout.

En, effet, je me demande dans quelle mesure la vraie question n'est pas: «pourquoi d'aucuns parmi nous tiennent-ils à utiliser le mot génocide dans le cas palestinien?» Les réticences face à d'autres termes qui me semblent coller davantage à la réalité palestinienne – comme sociocide³, épuration ethnique, crime contre l'Humanité, crime de guerre – m'étonnent, je l'avoue.

Venons-en maintenant à la fameuse définition de l'ONU⁴. L'on peut en effet indubitablement constater parmi les actes commis par les Israéliens à l'encontre de Palestiniens des «meurtres» et des «atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale» de ceux-ci. Et même une «soumission intentionnelle» des Palestiniens «à des conditions d'existence» risquant d'«entraîner (leur) destruction physique totale ou partielle». Voire considérer les problèmes rencontrés par des Palestiniennes en passe d'accoucher aux check-points comme des «mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe». Et nous savons qu'un seul de ces actes peut être susceptible de parler de génocide. Mais à la condition – et ce n'est pas rien – que celui-ci soit «commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie» le «groupe» palestinien «comme tel». Or quoiqu'on dise, depuis quelque trente ans que je «suis» le conflit israélo-palestinien, je ne m'avancerais pas à dire que les Israéliens entendent détruire – physiquement et comme tel – le peuple palestinien. Quels que soient par ailleurs les pratiques d'épuration ethnique, de destruction de la société palestinienne (sociocide), les crimes de guerre et les crimes contre l'Humanité perpétrés

dans les territoires et contre les camps de la diaspora. Et je ne m'attarderai pas ici sur l'«argument», franchement vice-lard, consistant à demander «faut-il attendre que le dernier Palestinien soit mort pour oser parler de génocide?» Une telle question relève en effet d'une volonté culpabilisatrice et équivaut à soupçonner de «trahison» des gens dont le dévouement à la cause palestinienne n'est plus à démontrer. Restons sérieux: les quelque 150.000 Palestiniens restés en 1949 à portée de mains si l'on peut dire, des «génocidaires» israéliens sont aujourd'hui plus d'un million!

Quoiqu'en pensent certains, je ne crois pas que face au ma-

traquage culpabilisant subi au sujet du judéocide (et générateur de cette «rébellion» infantile déjà évoquée), l'attitude correcte consiste à ne considérer la commémoration de celui-ci que comme une «ruse du lobby sioniste» ou à hausser les épaules à la moindre évocation de cette tragédie en invoquant, comme le font certains, une «vieille histoire». Et je pense qu'en tant qu'Européens et que dépositaires (conscients ou inconscients) d'une civilisation chrétienne – et si nous nous voulons «citoyens du monde», il ne s'agit pas de permettre que la «concurrence des victimes» mène certains à refuser cette mémoire. Ou à l'oublier. Il s'agit donc – à la fois et à parts égales – de rejeter l'antisémitisme (comme tout racisme) et de dénoncer la politique sioniste.

C'est pourquoi je ne me limiterai pas comme d'autres à émettre un constat uniquement tactique à ce sujet: pour moi, même si l'emploi du terme génocide s'avérait «rentable» de par sa charge émotionnelle, il n'est pas question de l'utiliser dans le cas palestinien. Parce que c'est déformer les faits. Et s'abriter derrière des propos récents d'Ilan Pappé, propos que je considère comme une malheureuse dérive verbale d'un historien qui a par ailleurs accompli un travail remarquable, ne change rien à l'affaire. Parce que l'utiliser pour «ratisser» plus large me semble injurieux pour le public que nous voulons toucher. Parce qu'il n'est pas question de frayer avec des antisémites ou des négationnistes.

Je voudrais conclure en citant l'historien franco-italien Enzo Traverso et un de ses ouvrages que je recommande également à tous ceux que le sujet intéresse⁵. Et rappeler que nos dirigeants ont «organisé» un certain type de mémoire du judéocide qui le «sacralise», qui l'extrait de l'Histoire et qui, comme l'écrit le philosophe slovène Slavoj Žižek⁶, le dépolitise en en faisant le «Mal sublime», l'«Exception insaisissable». Et faisant de cette mémoire «officielle» une sorte de nouvelle religion civile, en vue d'en faire «un usage apolo-gétique de l'actuel ordre du monde». C. à d. de faire de la commémoration du nazisme et de ses crimes un instrument de légitimation en négatif de l'Occident libéral.

En bref, plus nous commémorons pour le dénoncer, à la façon des puissants de ce monde et des médias, le judéocide, plus nous apparaissions – nous, Occidentaux, (et tous les leaders qui se rendent avec fracas à Auschwitz, comme Bush, Cheney, Blair et autres Shimon Péres) –, plus nous glorifions en tant que porteurs de valeurs contraires à celles qui ont mené au génocide nazi, plus notre image ressort «lavée» des fautes du passé. Plus on commémore à la façon officielle le judéocide, plus on érige celui qui commémore et dénonce ce «Mal absolu» en celui qui incarne le «Bien absolu». C'est là, je crois, la meilleure façon de

pousser les gens à se détourner de la mémoire du génocide commis contre les Juifs, de banaliser celui-ci et de neutraliser le potentiel critique de la mémoire du judéocide.

La question de la mémoire du génocide commis contre les Juifs d'Europe dépasse ainsi et de loin celle d'une action culpabilisante de «lobbys» juifs ou pro-israéliens. Elle dépasse aussi une simple problématique de culpabilité, ce que semblent voir uniquement d'aucuns.

La question donc, nous dit Traverso, n'est pas de «mettre un trait d'égalité entre Auschwitz et Guantanamo», entre Auschwitz et Abou Ghraïb ou Gaza, mais «de se demander si, après Auschwitz, nous pouvons encore tolérer Guantanamo et Abou-Ghraïb». Et Gaza.

Paul DELMOTTE

Une après-midi de réflexion sur ce sujet, et plus largement sur l'utilisation du vocabulaire et des comparaisons dans notre argumentation pour la Palestine, sera organisée le 27 septembre à partir de 14h, à l'ABP – 9 quai du Commerce à 1000 Bruxelles.

IL Y A SOIXANTE ANS: LA NAKBA DEIR YASSINE

Le 9 avril 1948, les habitants du village de Deir Yassine, situé à l'ouest de Jérusalem, seront victimes d'un massacre perpétré par les miliciens des organisations de la droite «révisionniste» sioniste, l'Irgoun et le Lehi dit aussi Groupe Stern. Cette tuerie – qui ne sera pas un acte isolé comme l'on a longtemps tenté de le faire croire – deviendra néanmoins un thème de prédilection de la «guerre psychologique» menées par les forces sionistes dans le but de hâter l'exode des Palestiniens: selon les renseignements militaires de la Haganah eux-mêmes, Deir Yassine en fut «un facteur d'accélération décisif». Pour les Palestiniens, Deir Yassine deviendra l'illustration par excellence des intentions sionistes à leur égard: les expulser.

Aux premiers jours d'avril 1948, les Britanniques achèvent de retirer leurs dernières troupes de Palestine. Les forces du Yishouv, désormais dotées d'armes tchèques, peuvent lancer leur première offensive d'envergure: ce sera l'opération Nahshon qui débute le 5 avril pour s'emparer des villages palestiniens qui surplombent la route Tel-Aviv-Jérusalem tenus par les guérilleros d'Abdelkader Al-Husseini et alléger le siège que ceux-ci imposaient aux quartiers juifs de Jérusalem. Conformément au Plan Dalet, «les villages occupés et abandonnés par leurs habitants seront rasés.»

Avec l'opération Nahshon, l'on assiste pour la première fois à une unité d'action des différentes forces militaires juives: Irgoun et Lehi, Haganah et Palmah¹. Toutefois, écrit Marius Schattner, l'Irgoun et le Lehi «décident de monter leur propre offensive [et de] frapper un grand coup qui montrera qu'ils sont capables de mener leur propre guerre [...] en dépit de leur faiblesse numérique.»²

Deir Yassine, 800 âmes, dernier village arabe encore habité dans les faubourgs occidentaux de Jérusalem, est donc ciblé. Parce qu'à proximité des bases des miliciens révisionnistes³ et peu susceptible d'être secouru par les Britanniques, le village étant trop distant de leurs voies d'évacuation. Peu importe, apparemment, que Deir Yassine fut «un des villages calmes de la région qui n'avait jamais été mêlé à une attaque depuis le début des hostilités»⁴ et dont les villageois avaient conclu depuis déjà cinq ans un pacte de non belligérance avec le quartier juif voisin de Guivat Shaul. Quartier auquel ils avaient évité de surcroît, en mars, une attaque des combattants d'Abdel Kader Al-Husseini. Peu importait aussi que les habitants de Deir Yassine se soient opposés à la présence sur leurs terres de volontaires de l'Armée de Libération Ara-

be de Fawzi Al-Qawukji...

Au courant du plan des révisionnistes, la Haganah de Jérusalem, commandée par David Shaltiel qui a déjà procédé au nettoyage ethnique de plusieurs quartiers arabes de la ville, acceptera, après avoir proposé aux révisionnistes de se joindre aux opérations qu'il mène avec le Palmah contre le village de Qastel, de leur «sous-traiter» la prise de Deir Yassine, prévue dans ses propres plans. Shaltiel mettra néanmoins en garde les milices révisionnistes contre les risques et sur la nécessité de pouvoir tenir le village par la suite. Mais il n'avertira pas les habitants de Deir Yassine de l'attaque à venir.

Boucherie

À la surprise des miliciens révisionnistes, la défense villageoise locale leur infligera des pertes sévères: 5 tués et 35 blessés sur 120 miliciens engagés⁵.

Est-ce, comme le suggèrent Morris et Meir Pail⁶, une «perte de contrôle» due aux pertes subies et à la dureté des combats, qui pourrait expliquer un «massacre spontané, perpétré à chaud», qui commencera une fois les combats terminés? Toujours est-il que les officiers, même si apparemment ils ne contrôlaient plus leurs hommes, ne tentèrent pas de s'y opposer⁷. Toutes les personnes tuées à l'intérieur des maisons étaient des femmes et des enfants, comme le constatera une commission de l'Agence juive. Ceux qui quittaient les maisons étaient fauchés, écrit Morris. L'on dénombrera des cas de mutilations et de viols, des pillages. Des villageois désarmés seront menés à une carrière et abattus. Les hommes de l'Irgoun et du Stern refuseront par ailleurs d'enterrer les morts: ce sont les cadets de la Haganah qui devront s'en charger. Des rescapés — femmes, enfants, vieillards — seront exhibés sur des camions dans Jérusalem en une «parade victorieuse». Ensuite ramenés au village, ils furent, selon les uns relâchés, selon les autres, abattus⁸. Autre divergence dans la mémoire: selon Schattner, les habitants de Guivat Shaul avaient hué les forces de l'Irgoun et du Lehi, les traitant d'«assassins». Ils contribuèrent ainsi à mettre fin au massacre. Selon Morris par contre, certains de ces habitants «prirent part à la torture» des rescapés de Deir Yassine. Les derniers survivants seront expulsés vers l'est de Jérusalem

Bilans, défaussemements et règlements de compte

Le lendemain, le Haut Comité arabe évaluera le nombre des morts à 254. Ce sera le chiffre que reprendront Jacques de

Reynier, chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge à Jérusalem, puis la Haganah, l'Irgoun et le Stern.

Néanmoins, d'autres chiffres ont été avancés: 170 tués, 93 tués... Et, selon l'historien palestinien Arif Al Arif, cité par Schattner et qui se serait basé sur des témoignages ultérieurs de villageois, ce seraient en fait 110 personnes qui auraient péri à Deir Yassin.

L'Agence juive, la Haganah et le Grand rabbinat s'empresseront de condamner le massacre, la première exprimera son «horreur» et son «dégout». Ben Gourion enverra un télégramme dénonçant la tuerie au roi Abdallah le 11 avril. «Deir Yassin, commente Morris, devint l'atrocité juive que l'on pouvait commenter et condamner». Et la Haganah, qui «s'efforça tant et plus de dissimuler son implication», niera avoir participé en quoi que ce soit à l'attaque. L'on sait pourtant que l'opération avait été coordonnée avec Shaltiel, que des mitrailleurs de la Haganah assurèrent la couverture des assaillants et que c'est encore la Haganah qui approvisionnait les révisionnistes en munitions. Enfin, c'est également elle qui se chargera de «confisquer» les machines que les villageois utilisaient dans la carrière proche où avaient été liquidés des villageois faits prisonniers. De même, c'est une section du Palmah qui viendra dégager les miliciens du Lehi «cloués au sol» par les tirs des villageois de Deir Yassin avant de se retirer, laissant à l'Irgoun et au Stern «le soin de ratisser le village.» Le commandant-adjoint de l'Irgoun à Jérusalem rejettera par la suite la décision de liquider les villageois sur le Lehi. Morris écrit d'ailleurs que si, lors de la planification de l'opération, les deux états-majors s'étaient mis d'accord sur l'expulsion des villageois, c'est le Lehi qui avait proposé «de tuer les villageois qui ne s'enfuiraient pas, afin de semer la panique parmi les Arabes du pays.» Il invoquera aussi les avertissements adressés aux habitants, les enjoignant en vain de fuir. Mais, note Schattner, s'il y avait bien sur place une auto-blindée munie d'un haut-parleur, celle-ci versera dans un fossé avant d'atteindre le village «et les appels (s'il y en eu) [seront] couverts par le bruit de la fusillade» ...

Menahem Begin dénoncera, lui, une «campagne de calomnies», mais observera que «l'impact de la 'légende' (!) de Deir Yassin équivalut à une douzaine de bataillons» ...

En fait, comme l'écrit Morris, «chacun, avait intérêt à brandir un bilan élevé: la Haganah [...] pour ternir l'image de l'IZL et du LHI; les Arabes et les Britanniques ensuite, pour noircir celle des Juifs; l'IZL et le LHI, enfin pour semer la terreur et

pousser les Arabes à fuir». Selon l'historien israélien Milshtein, cité par Morris, «les dirigeants du Yishouv et la Haganah 'élevèrent' ensuite Deir Yassin au rang d'unique massacre et le montèrent en épingle en raison de leur antipathie pour l'IZL, et afin de rejeter la responsabilité des différentes atrocités [...] sur l'IZL et le LHI, tout en blanchissant la Haganah»

Enfin, écrit Vidal, «les dirigeants du Yishouv annoncèrent un chiffre élevé pour effrayer les Palestiniens, leur promettant un sort similaire s'ils refusaient de s'enfuir.»

En quelque sorte, l'amplification des atrocités commises servit à la fois les rivalités inter-sionistes et les buts de guerre israéliens. Par la suite, elle rejoindra la panoplie des dénonciations des crimes israéliens. «Deir Yassin n'est qu'un village, mais tout Deir Yassin a été massacré», a écrit Elias Sanbar.

L'exagération est évidente. Quoiqu'il en soit, ce sera la première tuerie d'une telle ampleur

Et Sanbar voit à juste titre dans la bataille de Qastel et le massacre de Deir Yassin «un couple exemplaire de la tactique israélienne». Car «l'association de la chute de Qastel et d'un massacre gratuit de civils [...] montrait] l'enjeu de affrontements». Deir Yassin, en effet, annonçait «que la guerre [pouvait] devenir la répétition à l'infini d'un même massacre. À moins que [les Palestiniens] ne partent d'eux-mêmes»...

Ajoutons, avec Morris, que Deir Yassin eut probablement aussi pour effet, en hérissant l'opinion publique arabe, de renforcer les partisans d'une intervention militaire arabe en Palestine.

Le 13 avril, 77 membres – médecins, infirmières, malades – d'un convoi médical juif en route pour l'hôpital Hadassa de Jérusalem, seront massacrés «en représailles» de Deir Yassin. En mai, 55 miliciens sionistes du kibboutz de Kfar Etzion seront massacrés, bien qu'ayant capitulé, aux cris de «Deir Yassin!».

À l'été 1949, quelques centaines d'immigrants juifs d'Europe de l'Est s'installeront à Deir Yassin...

Paul DELMOTTE

LES PALESTINIENS CRITIQUENT LES LIENS RENFORCES UE-ISRAËL

Le projet de renforcement des relations entre l'Union européenne (UE) et l'Etat d'Israël, qui doit être débattu lors du prochain Conseil des ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept, prévu le 16 juin à Luxembourg, se heurte à l'opposition résolue de l'Autorité palestinienne. Dans une lettre envoyée en mai, le premier ministre palestinien, Salam Fayyad, exhorte ses homologues européens à rejeter cette initiative «jusqu'à ce qu'Israël se conforme aux lois internationales et aux droits de l'Homme, y compris par le gel de la colonisation».

Initié en mars 2007, à la demande de la ministre des Affaires étrangères israélienne Tzipi Livni, ce projet s'intègre dans la politique dite «de voisinage» de l'UE. Il vise à aboutir à une révision à la hausse de l'accord d'association signé en 2000, qui définit le cadre de la coopération entre les deux partenaires. Cette ambition pourrait se traduire par une intégration renforcée d'Israël dans le marché unique et les institutions européennes (présence des ministres israéliens dans les Conseils européens, participation d'experts israéliens dans l'ensemble des programmes et des groupes de travail européens), ce qui équivaldrait à conférer à l'Etat juif un statut de quasi-membre de l'UE.

Toujours au stade de la réflexion, ce projet pourrait être, sinon adopté, du moins conforté lors de la réunion du Conseil d'association Israël-UE du 16 juin. Tzipi Livni, qui a fait de ce dossier son cheval de bataille, table sur l'impact conjugué des soixante ans d'Israël et de la présidence française de l'Union européenne, effective à partir du 1er juillet, pour conclure les négociations d'ici à la fin de l'année. Soutien déclaré de l'Etat hébreu, le président français Nicolas Sarkozy doit d'ailleurs effectuer une visite dans ce pays entre les 22 et 24 juin prochains.

Pour les responsables palestiniens, cette promesse de relations renforcées s'apparente à une récompense indue. Après avoir rappelé que l'un des principes de la politique de voisinage est d'inciter ses bénéficiaires à respecter les droits de l'Homme, Salam Fayyad dresse dans sa lettre un

rapide relevé des violations israéliennes dans ce domaine, depuis la conférence d'Annapolis, en novembre 2007, qui était censée relancer le processus de paix au Proche-Orient : lancement d'appels d'offres pour 847 nouvelles habitations dans les colonies ; hausse du nombre des barrages routiers en Cisjordanie, qui dépasse désormais 600 ; démolition de 185 bâtiments... «Si l'UE renforçait ses relations avec Israël, écrit le premier ministre palestinien, (...) elle se priverait d'un outil important pour pousser le processus de paix en avant et elle mettrait en péril sa capacité à jouer le rôle politique actif dont la région a besoin.»

Un retard « technique »

Le lobbying de l'Autorité palestinienne a déclenché les foudres des autorités israéliennes. «Un tel comportement ne fait de bien à personne et mine la confiance dans le processus de paix», a déclaré Mark Regev, le porte-parole du premier ministre Ehoud Olmert. Le gouvernement israélien aurait-il été tenté d'utiliser l'arme financière pour faire taire les critiques ? C'est ce que sous-entendent des responsables palestiniens, alertés par le fait qu'au début de ce mois, contrairement aux précédents, Israël n'avait pas reversé dans les coffres de l'Autorité palestinienne le produit des taxes d'importations qu'il collecte en son nom.

De février 2006 à juillet 2007, le gouvernement israélien avait gelé le transfert de ces sommes qui financent une large partie du budget palestinien, afin de faire pression sur le gouvernement contrôlé par le Hamas après sa victoire aux élections législatives. Aujourd'hui, le cabinet d'Ehoud Olmert évoque un simple retard «technique» et promet que l'argent sera rapidement disponible. De sources concordantes, il semblerait que Bruxelles soit intervenu à ce sujet auprès des autorités israéliennes. «Si un problème technique se résout par une intervention politique, cela tendrait à prouver que le problème en question n'était pas si technique que cela», sourit un diplomate étranger.

Benjamin Barthe, Le Monde, 7 juin 2008

Extrait d'un communiqué de presse, daté du 6 mai 2008, de Véronique De Keyser, députée européenne, Coordinatrice PSE à la Commission des Affaires étrangères

(...) Au mois d'octobre 2007, Israël a présenté à l'Union européenne un «non paper», c'est-à-dire un cahier de revendications relatif à son statut vis-à-vis de l'Union européenne. Ce qui est, bien sûr, son droit le plus strict. Mais c'est son contenu qui pourrait poser problème ou soulever des questions. Israël a en effet présenté, presque en catimini, des demandes qui mériteraient pourtant un très large débat parlementaire démocratique : Israël souhaite en effet assister (comme observateur?) aux réunions du Conseil à tous les niveaux et valoriser sa présence dans les politiques communes et toutes les Agences exécutives. Ces demandes sont exorbitantes et n'ont pas de pareil. Même le Parlement européen ne peut assister à toutes les réunions du Conseil et l'Etat d'Israël (non membre de l'Union) le pourrait! De plus, certaines des revendications israéliennes sur les politiques communes demanderaient de revoir les sources mêmes du droit européen. Et pourtant, sans aucune consultation du Parlement européen, les négociations suivent leur cours tant au Conseil qu'à la Commission sans que les parlementaires ne soient informés de leur contenu exact. Au Conseil, certains pays s'inquiètent pourtant de ces demandes vu le maintien d'une politique de colonisation tant en Cisjordanie qu'à Jérusalem-Est et du bouclage de Gaza. D'autres pays, portant toujours sur leurs épaules ou leur conscience le poids de l'histoire, seraient, semble-t-il, prêts à laisser faire.

Deux femmes au chevet des Palestiniens

L'une est Israélienne. L'autre est Américaine. Elles ne se connaissent pas mais, au cœur du conflit proche-oriental, elles donnent toutes leurs forces en faveur de la paix et s'engagent avec conviction, à contre-courant de leurs États respectifs, contre l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens. Elles témoignent de la pratique de la torture dans les prisons israéliennes et des nouvelles barrières imposées aux soins de santé palestiniens.

«La santé à Gaza est interdite»

Miri Weigarten est coordinatrice dans les territoires occupés de Palestine pour l'ONG israélienne Physicians for human rights (médecins pour les droits de l'Homme). Aujourd'hui, plus que jamais, l'ONG appelle à des mesures politiques urgentes face au désastre humanitaire dans lequel la Bande de Gaza est plongée depuis quelques mois, particulièrement en ce qui concerne les soins de santé. Le 6 décembre, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est également indignée de ce blocus complet imposé par Israël à la Bande de Gaza suite à la prise de pouvoir du Hamas. Sur le terrain, Miri Weingarten et ses collègues, de moins en moins acteurs, se font témoins. Interview réalisée le 3 novembre, à Jérusalem-Est.

Comment vous est-il possible d'agir pour venir en aide aux Palestiniens ?

C'est de plus en plus difficile. En ce qui concerne Gaza, c'est devenu quasi impossible. Nous y intervenons surtout pour aider les médecins ou les patients à entrer ou sortir via le barrage d'Erez. Ces transferts sont vitaux puisque le petit territoire de la Bande de Gaza ne bénéficie pas, loin de là, des services de santé nécessaires. Je peux compter sur les doigts d'une main le nombre de dialyses ou de centrifugeuses, par exemple. Même les médicaments rentrent difficilement aujourd'hui, ce qui crée un manque très important. Les services de santé ne fonctionnent presque plus. Pour donner un exemple concret, de nombreuses personnes deviennent aveugles parce que Gaza ne dispose pas d'un véritable servi-

ce d'ophtalmologie et parce qu'elles ne peuvent être conduites dans un hôpital compétent de Jérusalem ou Ramallah.

Mais vous parvenez parfois à aider les malades ?

Pour un transfert, les autorisations de différents services de sécurité israéliens sont nécessaires. Il nous est plus facile de les demander qu'un Palestinien. Auparavant, nous réussissions, malgré les réticences, à les obtenir dans 80% des cas. Aujourd'hui, il ne s'agit plus que de 40% des cas, ce qui représente une catastrophe. Régulièrement, les services de sécurité disent aux Palestiniens : « Si vous nous aidez, nous vous aiderons ». Cela signifie qu'ils ne donnent une autorisation qu'en échange d'une information sur des activistes palestiniens.

Rencontrez-vous également ces difficultés pour les cas les plus graves ?

Ca va de mal en pis. Pour les six derniers cas de cancer, nous avons essuyé six refus. En fait, l'un d'entre eux a reçu une autorisation. Le jeune cancéreux avait rempli les formulaires de demande en signalant que son père l'accompagnerait. Il a reçu une réponse positive. Mais, quand il se sont présentés à Erez, il a été renvoyé à Gaza, où il va mourir sans les soins adéquats. Quant au père, il a été arrêté et mis en prison en Israël. Les services de sécurité avaient probablement seulement donné l'autorisation pour arrêter quelqu'un qui était recherché.

Comment réagit votre ONG à cette nouvelle donne ?

Nous sommes quelque peu désespérés, au point que notre positionnement a changé. Auparavant, nous nous contentions de réclamer le minimum de droits humains pour les Palestiniens. Mais force est de constater que cette stratégie n'a pas fonctionné. Quelque part, elle cache la réalité de la situation : l'occupation et la colonisation.

La situation est-elle également aggravée en Cisjordanie ?

Même si ce n'est nulle part pareil qu'à Gaza, toute la Palestine est concernée par le durcissement des checkpoints, qui sont partout en Cisjordanie. Le mur, en particulier, a rendu

notre travail encore plus difficile. Nous organisons des relais d'ambulance aux checkpoints, puisque les ambulances palestiniennes sont souvent interdites de passage, en particulier aux abords de Jérusalem-Est. Dans 80% des cas, notre travail rencontre de telles difficultés que les patients doivent attendre longuement sur place : de une à six heures, si l'échange peut avoir lieu. C'est si lent que bien des femmes enceintes accouchent aux checkpoints.

« Les droits des prisonniers sont bafoués »

L'Américaine Audrey Bomse est responsable du projet « United against torture » (Unis contre la torture), soutenu par l'Union européenne et initié par ICS (Consortium de solidarité italien). Au jour le jour, elle reçoit à Al Ram, dans la banlieue de Jérusalem-Est, des Palestiniens prêts à témoigner de leurs séjours dans les prisons israéliennes. Comme les cas de torture sont fréquents, elle leur apporte une aide juridique pour déposer une plainte contre Israël. Interview réalisée à Al-Ram, le 27 novembre.

Cela sert-il à quelque chose de porter plainte pour torture contre Israël ?

Il est vrai que nous ne connaissons pas d'exemple de succès. Mais cela sert à répertorier les faits et à les faire connaître, comme nous avons pu le faire au travers du projet « Unis contre la torture », une étude publiée avec l'appui de l'Union européenne.

(...)

Mais Israël opère régulièrement des libérations massives de prisonniers ?

L'armée israélienne emprisonne chaque jour cinq à vingt Palestiniens. Le plus souvent, sans chef d'inculpation. Alors, quand le gouvernement prétend devant les médias faire un bon geste et libère occasionnellement quelques centaines de détenus, il se contente en réalité de faire de la place dans les prisons.

Comment est-il possible d'emprisonner sans chef d'inculpation ?

La loi israélienne, en contravention à bien des égards avec le droit international, permet de détenir un prisonnier pendant trois mois sans avancer de motif. Il s'agit de « déten-

tions administratives », basées sur la « secret evidence » (« preuve tenue secrète »). Ce système est utilisé dans 80% des cas d'emprisonnement. Je pense qu'il est utilisé essentiellement pour dissuader les jeunes d'habiter Jérusalem-Est ou d'autres zones du territoire palestinien densément peuplées par des colons venus d'Israël. Cela entre dans une stratégie de provocation et de transfert de la population.

Comment se déroule la détention ?

Souvent, la détention dure plus de trois mois. Dès cette période, les prisonniers font l'objet de diverses pressions physiques et psychiques, qui tombent sous le coup de la quatrième convention de Genève. Ces pratiques ne s'accompagnent même pas toujours d'une recherche d'information. Il peut s'agir de menaces contre la famille du détenu, de son aveuglement à l'aide d'une écharpe ou d'un sac, de coups de pieds ou de poings, etc. Souvent, ils sont maintenus longuement sans eau ni nourriture et parfois ligotés à leurs chaises dans des positions insupportables. Ils ont accès aux toilettes deux fois par jour, ne disposent pas des médicaments dont ils ont besoin, ni d'un avocat... Officiellement, la torture est interdite par la loi israélienne depuis 1999. Mais, dans les faits, il n'en est rien, puisque la Haute cour se range presque toujours à l'avis du gouvernement lorsqu'il s'agit de la « Sécurité de l'État ».

Que se passe-t-il après les trois mois de détention administrative ?

Dans 95% des cas, les Palestiniens arrêtés sont condamnés sur base d'aveux. Entre les séances de torture, ou pendant, les soldats israéliens les forcent à signer des aveux rédigés en hébreu. Or, si les Palestiniens qui parlent l'hébreu sont rares, ils sont encore moins nombreux à pouvoir lire cette langue. Ils sont supposés avoir des traductions, mais ce n'est pas le cas. Les soldats leur disent : « Si tu ne signes pas, nous irons violer ta femme » ou « Nous irons détruire ta maison ». Pour le juge, l'aveu a une apparence de justice.

*Interviews réalisées par Benjamin Moriamé**

** Journaliste indépendant.*

Auteur de « La Palestine dans l'état israélien. Avant et après le Mur », éd.

L'Harmattan, coll. « Comprendre le Moyen-Orient », 2007.

QUEL BONHEUR, NOUS SOMMES DESESPERES

Tandis que la France vivait la révolution de Mai 68, nous autres, les habitants d'Israël qui entendions confusément les échos des barricades parisiennes, entrions dans une phase de notre histoire qu'il convient de qualifier de phase d'autosatisfaction. C'était à l'époque lointaine où l'Etat fêtait le vingtième anniversaire de son indépendance, après être sorti victorieux de la guerre des Six-Jours. Pour consacrer cette victoire historique toute fraîche, on organisa pour la première fois - et la dernière, me semble-t-il - une parade militaire qui défila le long des murailles de Jérusalem réunifiée.

Mais l'événement, de loin le plus important, fut que les habitants du pays victorieux assistèrent pour la première fois à cette parade par le truchement du petit écran. Car mai 1968 dans l'histoire du pays est surtout la date de naissance de la première émission télévisée israélienne, lien permanent entre une pensée passive et le conformisme de la télévision devant le déploiement de puissance écrasante qui caractérisait cette première parade transmise de Jérusalem. A l'occasion de cette émission en noir et blanc, pour servir de décor approprié, la ville ressemblait à une espèce de Cinecitta vidée de ses habitants palestiniens.

Quelles sont les raisons pour lesquelles un soulèvement populaire violent, à l'image de Mai 68 en France, ne s'est pas encore produit - et n'est pas prêt de se produire - en Israël ? On a invoqué un millier de raisons sentimentales : l'ombre de la Shoah qui pèse encore sur les mémoires, le sentiment de responsabilité des jeunes Israéliens, la menace sur l'existence d'Israël, etc. Tous ces arguments ne tiennent pas compte du simple conformisme - et de son corollaire, la paresse - qui, à partir de cette première émission télévisée israélienne en 1968, a pris la place de toutes les autres idéologies et volontés. Un conformisme qui les a englouties et a régurgité de ses entrailles un principe bétonné dont tout produit culturel émanant d'Israël porte aujourd'hui la marque : «Au diable la réalité, cultivons l'imaginaire.»

Depuis, on entend les divers Amos Oz déclarer sur toutes les scènes que la réalité israélienne est «complexe», comme si la complexité était une invention israélienne et que la vie des autres habitants de la planète était simple. Les écrivains, poètes et créateurs israéliens tirent un double avantage de cette image de la complexité : une première fois, quand ils la décrivent au public israélien qui les applaudit, car la croyance en la complexité est un excellent prétexte à l'inaction, au faux désespoir et à l'affailement permanent devant le petit

écran. Et une seconde fois, quand ils exportent à l'étranger cette image : les écrivains, avec leurs conférences sur leur désespoir de l'occupation israélienne dans les territoires ; les peintres, avec leurs expositions sur leur désespoir de l'occupation israélienne dans les territoires. Il va de soi que l'histoire de la complexité israélienne est accompagnée à l'étranger d'une autosatisfaction infinie de notre part.

Au lieu de trouver une solution à la complexité proche-orientale, les politiciens et intellectuels d'Israël ont fait du désespoir un élément moteur, le principal produit d'exportation d'Israël. Au dernier Salon du livre de Paris, c'était aussi le refrain de toutes les tables rondes consacrées aux 60 ans d'Israël : «Quel bonheur, nous sommes désespérés.» L'histoire agréait infiniment aux oreilles européennes, car rien n'est plus agréable à entendre que les malheurs d'autrui.

Mais quelque part, dans un coin à l'écart, on a oublié la réalité, la vraie, la simple, la parente pauvre de l'imaginaire qu'il n'est pas décent de présenter au monde.

De mai 1968 à mai 2008, la simple réalité continue d'être en noir et blanc, advenue avec la première émission télévisée israélienne au cours de laquelle Israël a volé au peuple voisin non seulement le bonheur mais paradoxalement le désespoir aussi. Les intellectuels israéliens, écrivains et artistes, sont responsables de ce larcin colossal. Dans leurs œuvres, ils ont progressivement transformé l'histoire du conflit en histoire de cas de conscience interne, où le Palestinien fait office de toile de fond, de fantôme, de catalyseur. Et comme le désespoir est devenu un monopole israélien, celui des Palestiniens a pris un autre nom : il s'appelle «la terreur».

Comment sortir de cet imaginaire qui nous tient captifs ? Peut-être après la mort. Les pierres tombales qui tapissent nos cimetières en Israël proviennent principalement d'Hébron, elles sont taillées par des mains palestiniennes, dans la roche locale, puis acheminées vers Israël à travers le check point de Tarkoumia. C'est ainsi que tout mort est enterré en Israël sous le poids de l'occupation de la manière la plus concrète, la moins métaphorique qui soit.

Benny Ziffer écrivain, éditorialiste à Haaretz.

Libération, mercredi 7 mai 2008

Traduit de l'hébreu par Rosie Pinhas-Delpuech

<http://www.liberation.fr/rebonds/324983.FR.php> © Libération

LU POUR VOUS...

LES MATINS DE JÉNINE, DE SUSAN ABULHAWA ¹

Voici un roman sans doute encore unique en son genre. D'après la préface de l'auteur en effet, l'intellectuel palestinien-américain Edward Saïd avait déploré l'absence d'œuvres littéraires retraçant l'histoire palestinienne. Ce regret a accompagné Susan Abulhawa dans son projet, né après un séjour à Jénine en 2002. Les matins de Jénine, une superbe fiction historique, raconte en effet l'histoire d'une famille palestinienne depuis le début des années quarante jusqu'au siège du camp de réfugiés de Jénine par l'armée israélienne soixante ans plus tard.

En 1941, les habitants du petit village de Ein Hod, près de Haïfa, vivent simplement au rythme des saisons. Deux gamins, Hassan l'Arabe et Ari le Juif, se sont pris d'amitié l'un pour l'autre. Mais en 1948, tout bascule : comme toutes les autres familles du village, la famille d'Hassan et de Dalia est chassée de ses terres par les soldats israéliens. Les expulsés sont dirigés vers un camp de tentes, à Jénine. Profitant de la confusion générale, un jeune soldat juif s'empare d'Ismail, le bébé de Dalia, pour le ramener à sa femme, rendue stérile dans les camps nazis.

Avec ce double drame, le roman prend soudain de l'épaisseur : le lecteur s'installe dans le camp avec les réfugiés, partage leur espoir d'un retour prochain sur la terre de leurs ancêtres, finit par comprendre que le déracinement sera long. Les abris de toile sont remplacés par des constructions plus durables, l'éducation des enfants s'organise, la vie continue comme elle peut. Le cataclysme de la guerre de 1967 est vécu au travers des yeux de la jeune Amal, la fille de Dalia, cachée dans le trou de la cuisine... Le roman se décline dès lors le plus souvent à la première personne. Amal fait partager sa vie au lecteur : ses peurs, ses envies, les égarements de sa maman, ses jeux et amitiés de petite fille, la disparition de son père, le retour tant espéré de son frère Youssef, qui a reconnu son frère Ismail en la personne d'un soldat israélien. Susan Abulhawa excelle dans la description des émotions et du quotidien, elle rompt la chronologie du récit par de fréquents sauts dans le temps, elle l'ancre solidement dans l'Histoire. Ainsi évoque-t-elle les combattants de l'OLP en

Jordanie, la vie des réfugiés palestiniens du camp libanais de Chatila ou encore l'épouvante du siège du camp de Jénine. L'émigration d'Amal aux Etats-Unis, qui a obtenu une bourse d'études, donne une dimension supplémentaire au récit. Aspirée par le besoin de se perdre dans sa nouvelle vie à l'occidentale, de se blinder contre les déchirures passées et à venir, Amal reste pourtant habitée du souvenir de sa terre et des siens.

Dans Les matins de Jénine donc, Histoire et histoires s'enchevêtrent de façon réaliste et convaincante. Je me souviens du témoignage de Leïla Shahid lors d'une journée consacrée à la Nakba, en janvier dernier. Elle y disait que, dans l'ensemble, les Palestiniens qui ont été chassés de leurs terres lors de la création de l'Etat d'Israël ont très peu témoigné de leur histoire individuelle et elle évoquait plusieurs raisons à cela, notamment l'absence d'oreilles disposées à entendre et le fait qu'aux yeux de beaucoup de Palestiniens, l'histoire individuelle paraissait devoir s'effacer derrière l'Histoire collective. Au travers de l'histoire d'Amal et de ses parents et grands-parents, Les matins de Jénine contribue à rendre vivante la mémoire de la Nakba. Mais au-delà de la Nakba, c'est toute l'histoire du peuple palestinien, de son quotidien émaillé de dépossessions, de souffrances, de privations depuis soixante ans, qui s'incarne sous les yeux du lecteur.

Les matins de Jénine, c'est un « roman » témoignage, où la fiction est réalité. Il met à la portée du plus grand nombre des réalités largement méconnues, souvent déformées, et suscitera sans doute chez certains l'envie d'en savoir plus. Livre poignant, livre marquant, il l'est aussi par la façon dont il met en lumière les différentes formes de résistance développées par les Palestiniens : l'éducation, la résistance armée, la transmission de la mémoire aux jeunes générations, la volonté de continuer à vivre le plus normalement possible, envers et contre tout...

Brigitte Cornélis

¹ Susan Abulhawa, Les matins de Jénine, Bichel-Chastel, 2008, 432 p. (en anglais : The Scar of David)

Susan Abulhawa est née en 1967 en Palestine, de parents réfugiés de la guerre de 1967. Elevée au Koweït, en Jordanie et dans la partie occupée de Jérusalem-Est, elle vit maintenant aux Etats-Unis. Les matins de Jénine est son premier roman ; il vient de remporter le Best Books Award 2007 dans la catégorie Fiction historique.

Comité de rédaction :

Marianne Blume, Paul Delmotte, Ouardia Derriche, Marc Deroover, Nadia Farkh, Pierre Galand, Yasmina Hamlewi, Nora Khaleefeh, François Reman.

Association belgo-palestinienne / Wallonie-Bruxelles asbl

Siège social : 115 rue Stévin – 1000 Bruxelles >

Secrétariat : 9, quai du Commerce - 1000 Bruxelles

Tél. 02-223 07 56 - Fax 02-250 12 63 - Mail : abp.eccp@skynet.be

www.association-belgo-palestinienne.be

Banque Fortis : 001-2603997-11 (L'ABP ne peut délivrer d'attestations fiscales)